

Thème A- Fiche A3

Le dérèglement climatique est un enjeu politique ET pédagogique !

Le texte préparatoire pose la question suivante : « Comment permettre aux élèves de mieux comprendre les phénomènes climatiques et les enjeux écologiques ? Quels contenus ? Quelles pratiques ? Quels outils ? »

En janvier 2023, le « qui aurait pu prédire la crise climatique ? » présidentiel a démontré toute la nécessité de mieux faire connaître les questions climatiques et plus généralement environnementales, même au plus haut niveau du pouvoir. Si gouverner, c'est prévoir, enseigner c'est former et apporter à nos élèves tous les éléments nécessaires à la construction de citoyen·nes éclairé·es, capables de prendre part au débat public, et de critiquer les choix des décideurs politiques et économiques.

Il y a urgence. Par l'enseignement de ces questions environnementales au sein de nos disciplines, il y a possibilité de mobiliser les élèves, de leur donner des clefs de compréhension. Il s'agit de répondre à l'angoisse climatique grandissante chez nos élèves, en évitant de culpabiliser une jeunesse qui subit en grande partie des choix faits par d'autres, hier et aujourd'hui.

De nombreuses et nombreux enseignant·es s'appuient sur les données et rapports d'expert·es comme celles et ceux du GIEC. Ce dernier produit des données et des analyses scientifiques qui nous permettent de déconstruire idéologies et croyances, un combat quotidien au sein de nos classes. Avec un réchauffement climatique et un effondrement biologique qui s'accroissent, nous avons encore davantage besoin d'informations fiables pour anticiper et fournir à la société des connaissances scientifiques rigoureuses afin de décider démocratiquement et à toutes les échelles des actions à venir. Il est plus que nécessaire de mettre les élèves dans la situation de s'approprier ces enjeux. Les connaissances sourcées et fiables permettent de construire des savoirs émancipateurs, à condition d'offrir en même temps aux élèves des perspectives d'actions concrètes, individuelles comme collectives. Il n'est donc pas possible d'enseigner ces questions en les détachant des grandes débats politiques, économiques et sociaux.

C'est pourquoi l'approche ne peut être que pluridisciplinaire, en s'appuyant sur les SVT, l'histoire-Géographie, les SES, la physique-chimie, la philosophie notamment. Les programmes doivent clairement permettre d'aborder ces questions au sein des disciplines, et être conçus en cohérence. Il est important également de montrer le rôle de la démarche scientifique dans la production de savoirs (en sciences expérimentales et en sciences humaines et sociales), et dans la manière de répondre à l'urgence climatique. Un renforcement de l'enseignement de ces questions environnementales est ainsi nécessaire, notamment en SVT.

Le dernier rapport du Giec souligne l'importance de l'éducation pour mener un basculement radical de nos modes de vie. Pour cela, il est indispensable d'interroger les racines du dérèglement climatique. Il est légitime de débattre de l'extractivisme, de la croissance économique, du productivisme, du techno-solutionnisme... sans être soupçonné·e par l'institution de « sortir de sa neutralité ». Face à des questions qui engagent dans un futur plus ou moins proche, les enseignements doivent être plus ambitieux, et l'École préservée des pressions des groupes d'intérêt, notamment des grandes entreprises. Il n'est pas acceptable que le Medef, Vinci ou Total puissent participer à la formation continue.

Or, la politique ministérielle semble aller vers la certification des établissements, avec toujours plus de labels à l'obtention floue (agir sans comprendre ?), et la certification de compétences environnementales, sorties des disciplines, comme le projet *GreenPix* infusant l'idée que l'action repose sur la seule initiative individuelle. La *Greencomp*, référentiel européen des compétences en matière de durabilité, pourrait servir de modèle à cette *GreenPix*, forme de « certification verte », notamment en classe de Troisième.

Comme le rappelait F. Buisson, la neutralité de l'école consiste à laisser aux élèves « toute leur liberté d'examen, de comparaison et de choix ».

Groupes SVT, physique-chimie, histoire-géographie, SES, philosophie, Secteur Contenus